

**Possibilités et limites des politiques natalistes en Occident :
lieux d'action possible et détermination de la fécondité**

**Possibilities and Limits of Pronatalist Policies in the Western
World: Possible Fields of Intervention and Determination of
Fertility**

**Posibilidades y límites de las políticas natalistas en Occidente:
Lugares de acción posible y determinación de la fecundidad**

Hubert Gérard

Volume 17, numéro 1, printemps 1988

Politiques de population

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/600626ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/600626ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (imprimé)

1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gérard, H. (1988). Possibilités et limites des politiques natalistes en Occident : lieux d'action possible et détermination de la fécondité. *Cahiers québécois de démographie*, 17(1), 7–21. <https://doi.org/10.7202/600626ar>

Résumé de l'article

Deux questions sont à la base de cet article : (1) quels sont, en théorie, les lieux d'action possible pour une politique qui veut intervenir sur les déterminants de la fécondité? (2) d'après les théories qui paraissent les plus corroborées par l'empirie, quels sont les principaux déterminants de la tendance actuelle de la fécondité, sur lesquels une action serait nécessaire pour arrêter le déclin d'abord, et redresser la fécondité ensuite? Au terme de sa réflexion, l'auteur conclut que, dans l'état actuel de nos connaissances, une politique nataliste est hors de notre portée, sauf à titre purement expérimental.

Possibilités et limites des politiques natalistes en Occident: Lieux d'action possible et détermination de la fécondité

Hubert GÉRARD*

1. INTRODUCTION

De temps à autre on entend dire que la politique nataliste constitue une réponse pertinente au problème du déclin persistant de la fécondité en Occident et que sa réalisation ne dépend que du bon vouloir des responsables politiques. Pour rassurante qu'elle soit, une telle affirmation ignore ou néglige les enseignements de l'expérience en la matière, qu'il s'agisse de politique nataliste ou de politique de population en général, à savoir que les possibilités et les limites de celles-ci sont fonction d'un tel nombre d'éléments qu'il est déjà malaisé de les identifier avec quelque précision et combien plus, dès lors, de prétendre les contrôler ou les manipuler à volonté.

En effet, ces éléments relèvent, semble-t-il, des domaines scientifique, politique, administratif et financier ainsi que des domaines de la gestion des programmes établis dans le cadre de cette politique et de la pratique sur le terrain. Dans chacun de ces domaines, ces éléments peuvent, de plus, se caractériser selon qu'ils se rapportent aux activités

* Institut de démographie de l'Université Catholique de Louvain et Centre International de Formation et de Recherche en Population et Développement en association avec les Nations-Unies (CIDEP), Louvain-la-Neuve (Belgique).

Une première version de cet article a été présentée dans le cadre du colloque «Changements démographiques et impacts socio-politiques» organisé conjointement par la Société québécoise de science politique et l'Association des démographes du Québec, dans le cadre du congrès annuel de l'ACFAS, tenu à l'Université d'Ottawa, en mai 1987.

elles-mêmes de ces programmes ou aux personnes qui en assurent la réalisation. Mais en plus de ces éléments qui appartiennent plutôt à la sphère de ce qu'on pourrait appeler les «faiseurs» de politique, il faut tenir compte d'autres éléments, spécifiques cette fois à la population à laquelle s'applique la politique : sa culture, son organisation sociale, son histoire, ses expériences passées en matière de politique en ce domaine ou dans des domaines voisins, etc. Ce faisant, il serait téméraire de se limiter à la seule population cible, c'est-à-dire celle que la politique vise expressément à influencer, et d'ignorer le reste de la population. Celle-ci, en effet, bien qu'apparemment non directement impliquée, peut se sentir partie prenante et avoir un impact plus important qu'on ne pourrait le penser.

Sans doute serait-il utile de réfléchir plus avant à ce sujet, et d'identifier de manière systématique les principaux éléments intervenants. Tel ne sera cependant pas l'objet de mon propos, qui se limitera à souligner l'importance de deux éléments relevant du domaine scientifique ou, plus particulièrement, de l'apport de la connaissance scientifique à la politique.

Si l'on prend en postulat la thèse qu'il faut renverser la tendance au déclin de la fécondité occidentale, deux questions me paraissent intéressantes et préalables à traiter pour apprécier certaines possibilités et limites d'une politique nataliste qui serait élaborée dans cet objectif.

Première question : En théorie, quels sont les lieux d'action possible pour une politique qui veut intervenir sur les déterminants de la fécondité ? Plutôt que de se fier aux habitudes créées on ne sait trop comment, ou d'imiter naïvement des expériences qui se targuent de réussite, il me paraît utile de rechercher si, à partir des connaissances actuelles, on peut identifier, de manière théorique, les principaux lieux d'action possible et les conditions qu'ils impliquent nécessairement. Ceci fera l'objet principal de ma communication.

Deuxième question : D'après la théorie ou les théories qui paraissent les plus corroborées par l'empirie, quels sont les principaux déterminants de la tendance actuelle de la fécondité, sur lesquels une action serait nécessaire pour arrêter le déclin d'abord, et redresser la fécondité ensuite ? Je proposerai une réponse ou plutôt une esquisse de réponse à cette question, sans toutefois pouvoir la traiter comme il se devrait, par manque de temps.

En associant les réponses apportées à ces deux questions, ce que je ferai dans la conclusion, nous devrions être en mesure

d'apprécier une part des possibilités et limites des politiques natalistes dans nos pays, et cette part me paraît devoir être estimée avant tout débordement dans le domaine politique et dans les autres domaines relevés précédemment.

2. PREMIÈRE QUESTION

En théorie, quels sont les lieux d'action possible pour une politique qui veut intervenir sur les déterminants de la fécondité, et quelles en sont les conditions nécessairement impliquées ?

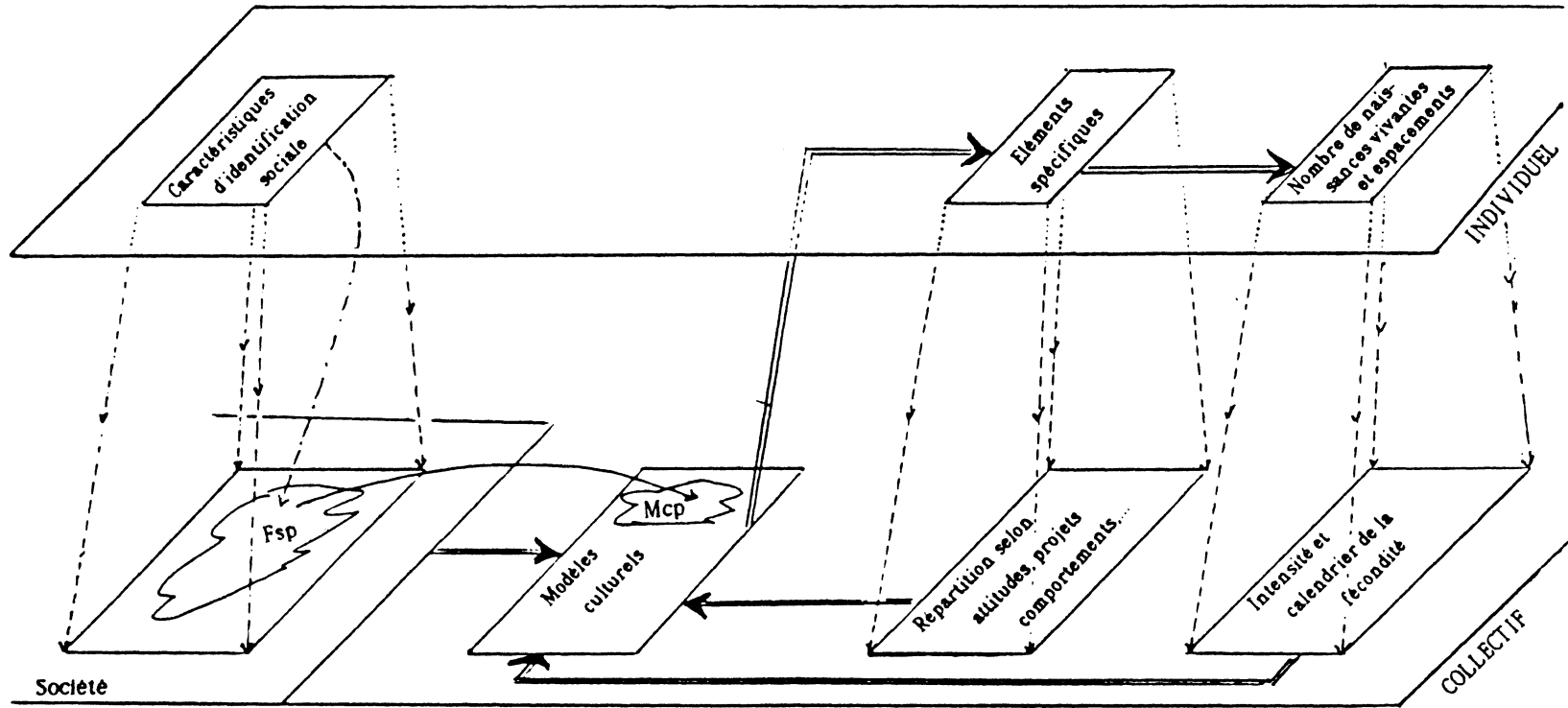
Remarquons dès l'abord que la réponse à cette question ne peut être qu'hypothèse théorique reposant sur des postulats et plus ou moins corroborée par l'empirie¹.

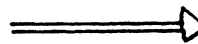
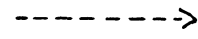
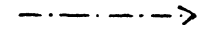
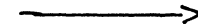
En postulat fondamental, largement étayé par les faits et communément accepté : si la fécondité répond à l'initiative de l'individu et dépend donc en partie de celle-ci, elle est aussi déterminée en partie par la société. Dès lors, en corollaire : pour agir sur la fécondité, une politique devra donc intervenir soit sur l'individu, soit sur la société, soit encore sur les deux. Le problème est alors de savoir : (i) quand, dans quelles conditions et pour quels objectifs il faut intervenir sur l'un, sur l'autre ou sur les deux, et (ii) de quelles manières il faut intervenir.

La réponse à ces questions implique de disposer d'une théorie générale de la détermination de la fécondité, qui intègre à la fois le rôle de l'individu et celui de la société. Toutefois, étant donné la richesse et la complexité de la réalité humaine d'une part, des scientifiques eux-mêmes d'autre part, il n'existe pas qu'une seule théorie générale à ce propos, et les réponses au problème posé varieront quelque peu selon la théorie adoptée. Pour ma part, je retiendrai celle qui me convainc davantage et à laquelle j'ai abouti (Gérard, 1983a) en exploitant les travaux de plusieurs auteurs, tels Freedman (1961) et Davis et Blake (1956). Je la présenterai brièvement par le schéma conceptuel et relationnel ci-après, où sont distingués par deux plans superposés les deux niveaux de la

1. Eh oui, le dire possible des scientifiques n'est que cela, mais quand il est cela - ce n'est malheureusement pas toujours le cas - on sait ce qu'il est !

Figure 1
Schéma conceptuel et relationnel de la fécondité



-  relation de détermination
-  relation d'agrégation
-  relation d'appartenance
-  relation de référence

Fsp - formation sociale particulière

Mcp - modèle culturel particulier

réalité posés par le postulat fondamental : niveau individuel et niveau collectif, et où les concepts inscrits sont liés par des relations de divers types : relations de détermination, d'agrégation, d'appartenance et de référence.

Au niveau individuel de la réalité, le niveau du couple, la fécondité se définit par le nombre et l'espacement des naissances qui se réalisent au cours de la période de procréation probable. Cette fécondité résulte immédiatement (d'où une relation de détermination) d'un certain nombre d'éléments spécifiques de nature différente, eux-mêmes repris dans un réseau complexe de relations de détermination : éléments se rapportant à la capacité physiologique du couple à procréer des naissances vivantes, éléments de comportement (rapports sexuels, contraception, traitement de la sous-fertilité, etc.) qui « animent » la capacité physiologique et sont étroitement liés à la psychologie ou aux éléments mentaux du couple et de chacun des conjoints : projets, attitudes, opinions, etc. Mais en plus de ces relations de détermination attendues, allant du mental au physiologique en passant par le comportemental, d'autres relations de détermination apparaissent, qui « remontent le courant » ou qui sautent l'intermédiaire qui paraît obligé, le niveau comportemental (ainsi la fertilité peut déterminer les projets de fécondité).

Ces éléments individuels qui sont spécifiques à la fécondité sont en partie déterminés par la société, le niveau collectif de la réalité, et on peut concevoir, pour des raisons qu'il serait trop long d'énumérer ici, que l'impact de celle-ci est médiatisé par les modèles culturels. Ceux-ci cristallisent l'influence sur la fécondité, de toute la société : sa culture, son organisation sociale, son histoire, ses conditions matérielles, etc., y compris la résonnance sociale des éléments spécifiques et de la fécondité des individus, que l'on obtient par agrégation; ils constituent en quelque sorte la logique sociale en matière de procréation, logique qui définit l'univers du possible et donc de l'imaginable pour le couple en ce domaine et délimite le champ où va s'exercer son libre arbitre, du point de vue tant mental que comportemental.

Dans une même société, les modèles culturels sont généralement multiples et spécifiques à certains sous-ensembles sociaux : classes sociales, collectivités religieuses et ethniques, etc. Ils seront d'autant plus compatibles à un modèle culturel dominant, souvent d'ailleurs défini de manière moins précise, que l'intégration de la société sera plus forte en la matière. À ces modèles culturels particuliers plus ou moins fortement intégrés par un modèle culturel dominant, peuvent s'ajouter des modèles culturels déviants, en rupture

radicale par rapport au modèle dominant, et dont le rôle pourra dans certains cas être prophétique.

Quoi qu'il en soit, l'individu se réfère à l'un ou l'autre de ces modèles culturels, en fonction de sa socialisation et du contrôle social, qui sont étroitement médiatisés par son groupe ou ses groupes d'appartenance. Ceux-ci sont signalés au niveau individuel par les caractéristiques d'identification sociale, tels la religion, la profession, le sexe, l'âge, et sont reliés au niveau collectif par une relation d'appartenance.

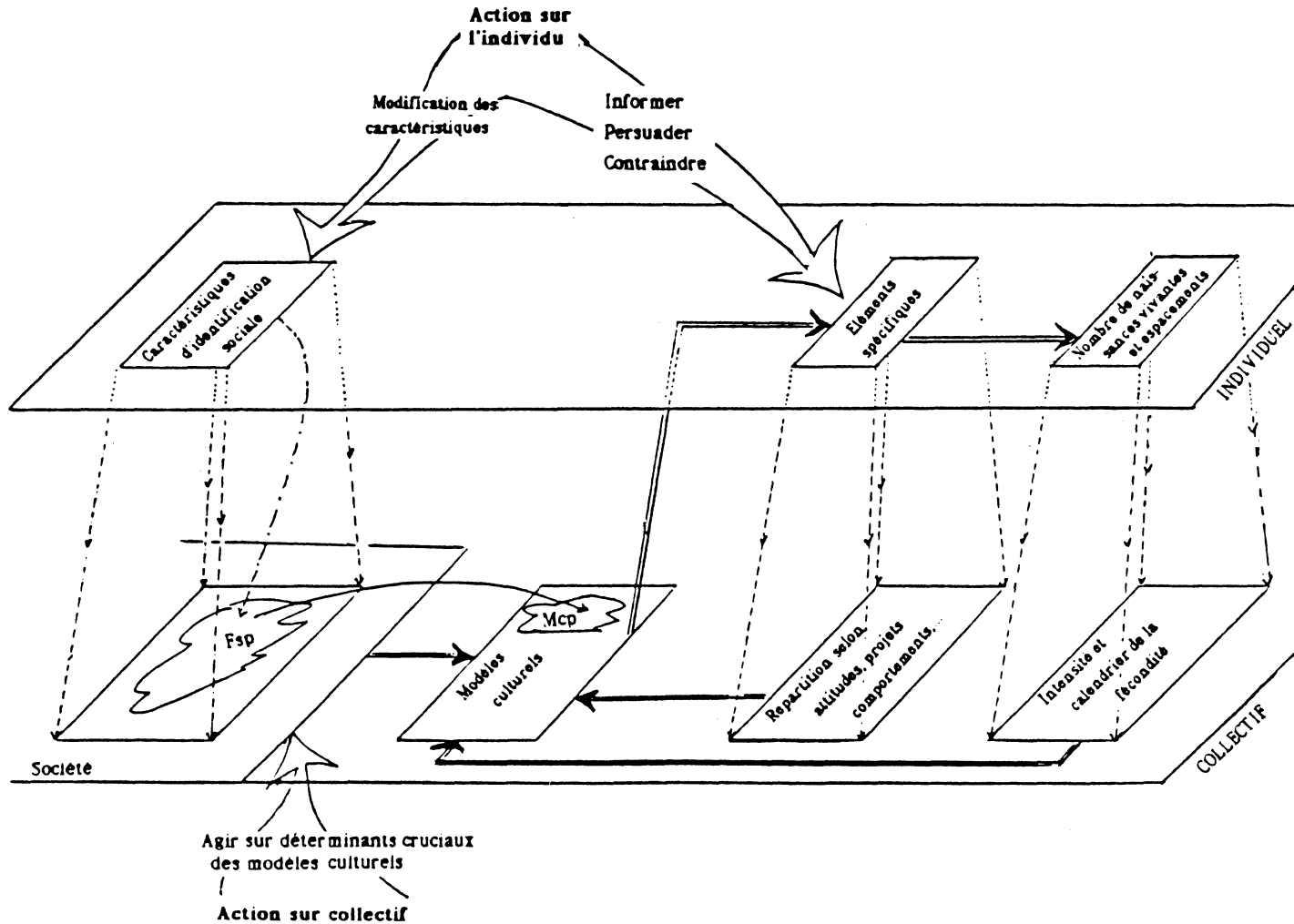
Un tel schéma conceptuel et relationnel se prête particulièrement bien à l'identification des lieux d'action possible pour une politique nataliste, de même qu'à la mise en évidence des conditions qui y sont nécessairement impliquées (voir à ce sujet : Gérard, 1983a).

Un premier type d'actions prend l'individu ou le couple pour cible directe. Il vise à influencer sans autre détour ses éléments spécifiques à la fécondité (opinions, attitudes, projets ou comportements), ou il tâche de le faire de manière indirecte, en canalisant dans une direction jugée plus souhaitable l'acquisition des caractéristiques d'identification sociale, dès lors l'appartenance aux ensembles sociaux et par conséquent la référence aux modèles culturels eux-mêmes.

L'intervention directe sur les éléments individuels spécifiques à la fécondité repose sur l'hypothèse que l'augmentation de la fécondité que l'on désire voir réaliser par le couple, ne dépend que de son seul bon vouloir et reste parfaitement compatible aux modèles culturels existants, ou, en d'autres termes, s'inscrit au sein des limites de variations permises par ces modèles.

Cette intervention directe dispose de trois stratégies que l'on pourrait utilement situer sur un continuum de contrainte croissante. Première stratégie : informer le couple de l'utilité ou de l'intérêt (économique, affectif, etc.) qu'il peut trouver à avoir plus d'enfants que ce qu'il risque de projeter (par exemple, l'intérêt à avoir un troisième enfant) et lui donner les possibilités concrètes, matérielles et symboliques (crèches, travail à mi-temps, valorisation sociale) pour réaliser une telle fécondité. Deuxième stratégie : persuader le couple de cette utilité et de cet intérêt, et le convaincre d'avoir plus d'enfants, ceci en recourant à une palette plus ou moins grande de mesures possibles, allant de la publicité discrète au conditionnement pur et simple et incluant des stimulants ou des pénalités symboliques (remise de décoration aux mères fécondes), financiers (allocations de

Figure 2
Lieux d'intervention possible d'une politique nataliste



naissance, allocations familiales, mesures fiscales défavorables aux couples peu féconds, etc.) et matériels (accès à certains logements ou facilités pour en construire pour le couple ayant un nombre déterminé d'enfants). La troisième stratégie, quant à elle, repose sur les contraintes explicites, et certains la considèrent parfois comme assurément efficace. Pourtant, il existe suffisamment d'exemples dans l'histoire pour souligner la vanité de cette forme de contrainte lorsque certaines conditions nécessaires ne sont pas remplies, telles que la reconnaissance ou tout au moins l'acceptation par la population du droit de contraindre en la matière, la visibilité sociale suffisante de la «chose» obligée ou interdite, et l'existence d'un système de contrôle perçu comme efficace par la population sous contrainte. Ces conditions sont souvent loin d'être remplies, et les mesures de contrainte ou bien n'ont aucune influence, ou bien sont rapidement vidées de toute efficacité après un temps d'adaptation nécessaire de la population².

Lorsque l'intervention a pour cible directe l'individu, elle peut aussi tenter d'influencer l'acquisition de caractéristiques d'identification sociale ou même de modifier les caractéristiques déjà acquises, afin d'amener l'individu à changer ses groupes d'appartenance et à opter pour des groupes dont les modèles culturels sont supposés plus favorables à la fécondité. Une telle action toutefois ne sera efficace que s'il existe dans la société l'un ou l'autre modèle culturel nettement favorable à une fécondité plus élevée et jugée souhaitable. Mais serait-ce suffisant pour renverser les tendances ?

De plus elle ne sera réalisable que si la valorisation artificielle de ces groupes d'appartenance faite par la politique, trouve un écho suffisant dans la population et ne se heurte pas à une incompréhension totale due au délaissement croissant de ces groupes, que provoque l'évolution sociale elle-même. Ainsi en irait-il peut-être si l'on voulait renvoyer les femmes au foyer, freiner l'accès à l'instruction, promouvoir le fondamentalisme religieux, etc.

-
2. On pourrait mentionner à cet égard l'efficacité éphémère de l'interdiction de l'avortement instaurée en 1966 en Roumanie (du moins si on mesure cette efficacité en termes d'accroissement de fécondité), et ceci en dépit des mesures plus générales résolument natalistes qui ont accompagné l'interdiction. Voir à ce sujet Gérard (1975) et Ghetau (1983). Il sera intéressant d'évaluer l'expérience de Singapour à ce propos (voir Palen, 1986).

Et encore faudrait-il que cette action, si elle réussissait, n'aboutisse pas plutôt à contaminer les modèles culturels particuliers jugés plus favorables. En effet, le gonflement artificiel de ces sous-ensembles par l'acquis de « conversions » suscitées et peut-être pas toujours bien convaincues, peut aussi avoir pour conséquence de modifier à la baisse leurs modèles culturels particuliers et entraîner, de ce fait, un déclin encore plus rapide de la fécondité.

De toute manière, ce type d'intervention qui prend l'individu pour cible directe - qu'il s'agisse d'influencer ses éléments spécifiques à la fécondité ou ses caractéristiques d'identification sociale - implique nécessairement que l'augmentation désirée de fécondité reste dans les limites des modèles culturels existant dans la société. Si on veut aller au-delà de ces limites, et ce serait le cas lorsque l'on veut renverser une tendance, ce sont les modèles culturels eux-mêmes qu'il faut influencer, et c'est sur le niveau collectif de la réalité que l'action doit se porter.

Ce second type d'actions prend pour cible les déterminants des modèles culturels eux-mêmes; il ne se trouve donc plus hypothéqué par les limites de variations permises imposées par ceux-ci, et ne se croit plus à la merci des discussions éthiques quant à la liberté individuelle, puisqu'il laisse l'individu libre de décider. En agissant sur les déterminants cruciaux des modèles culturels, ce type d'actions « se limite » à contraindre l'individu à décider librement d'agir comme on l'entend, en l'occurrence à décider librement d'avoir plus d'enfants³.

Pour efficace qu'il soit, ce type d'actions se heurte à une difficulté de taille, celle de pouvoir identifier les déterminants des modèles culturels, déterminants à la fois cruciaux et susceptibles de manipulations artificielles dans le cadre d'une politique. Les recherches dans cette optique sont encore assez peu nombreuses et seraient de toute manière assez compliquées.

De plus, dans la mesure où les modèles culturels résultent de l'ensemble de la société, dans la mesure où ils résultent un peu spontanément de ce complexe de valeurs et d'intérêts divers prônés aux différents niveaux de la vie sociale, vouloir les modifier implique d'être prêt à modifier profondément la vie sociale, et cela sans trop savoir sur quoi cela va déboucher.

3. Notons à ce propos que c'est déjà un peu ce que l'on fait quand on vise à influencer l'appartenance à certains ensembles sociaux plutôt qu'à d'autres.

Quoi qu'il en soit, tout renversement de tendance de la fécondité, réalisé artificiellement, implique selon la théorie ou l'hypothèse que je présente ici, de modifier les modèles culturels, donc d'agir dans la chair profonde de la société; encore faudrait-il savoir comment, et serait-il utile d'en connaître le prix.

Tels sont, à mon avis, les principaux lieux d'intervention possible pour une politique pronataliste. Le choix de ces lieux va dépendre de l'hypothèse qui sera faite sur les causes du déclin actuel de la fécondité. Si celui-ci résulte de l'initiative individuelle et non des modèles culturels eux-mêmes, il suffira de prendre l'individu pour cible et de choisir parmi les stratégies disponibles à ce niveau. Si par contre ce déclin résulte de modifications socio-culturelles profondes, se cristallisant dans des modèles culturels propres, c'est à ce niveau qu'il faudra agir, et rien ne servira alors de se cantonner dans des mesures affectant directement l'individu, sinon peut-être pour des raisons sociales ou électorales mais en tout cas pas pour des raisons natalistes. Mais ceci est l'objet de la deuxième question annoncée précédemment.

3. DEUXIÈME QUESTION

D'après la théorie ou les théories qui paraissent les plus corroborées par l'empirie, quels sont les principaux déterminants de la tendance actuelle de la fécondité, sur lesquels une action serait nécessaire pour arrêter le déclin d'abord, et redresser la fécondité ensuite ?

La réponse à cette question exigerait un plus long discours que celui permis dans le cadre de ce bref exposé. Toutefois, d'après la connaissance que j'ai du problème (Gérard, 1983b; Gérard et Loriaux, 1984), et en me basant sur des études réalisées par différents auteurs dans le domaine de la fécondité d'une part, et à propos de l'évolution de la société, de la famille et de la dialectique famille et individu d'autre part, il me paraît que l'évolution actuelle de la fécondité ne résulte pas seulement des motivations et désirs des couples ou de leur accès aisé à des techniques efficaces de contrôle des naissances, mais qu'elle prend plutôt racine dans le plus profond de la société⁴. Pour reprendre le jargon du schéma

4. On retrouve une hypothèse semblable notamment chez Lesthaeghe (1983), Preston (1986) et Roussel (1987).

conceptuel et relationnel présenté plus haut, je dirais que le déclin actuel de la fécondité est déterminé par l'évolution des modèles culturels résultant d'une lente et profonde évolution de la société, dont on ne peut dater le début et dont on ne peut davantage prévoir sinon même l'issue, du moins la suite.

Observons que cette évolution ne s'inscrit pas seulement dans le déclin de la fécondité, mais également dans d'autres domaines qui lui sont proches, tels l'augmentation des naissances illégitimes et de la divortialité, une fréquence croissante du mariage à l'essai et une recherche de nouvelles formes d'union qui se prétendent différentes du simple concubinage.

Parallèlement à ces évolutions de comportement, on observe aussi des remises en question parfois radicales de la famille (voir par exemple Cooper, 1970, et Donzelot, 1977), de l'amour maternel (voir par exemple Badinter, 1980), et d'autres valeurs ou réalités qui paraissent essentielles et bien fondées⁵; on observe une valorisation poussée, sinon exacerbée, de la sexualité, du plaisir sexuel et de la relation entre conjoints ou seulement entre partenaires; on voit se développer encore les préoccupations à propos de l'éducation des enfants et des meilleures stratégies à suivre dans cette optique, en même temps que se multiplient les moyens qui sont proposés aux individus pour réussir leur «épanouissement personnel».

Toutes ces manifestations ont en commun d'être en rapport étroit avec le projet de réalisation de l'individu et le rôle que la famille peut avoir dans ce projet. Que veut devenir l'individu? En quoi la famille peut-elle l'aider? Quelle famille peut apporter cette aide? Cette problématique centrée sur l'évolution de la famille et ses rapports à l'individu, constitue, semble-t-il, un fil d'Ariane intéressant pour tenter de décoder cette évolution (voir à cet égard Lasch, 1980, et Lipovetsky, 1983). Les modèles culturels en rapport avec la procréation me paraissent profondément marqués par la place croissante et prioritaire sinon même exclusive prise par l'individu, l'«ego», dans le projet de chacun. Tel Narcisse, dirait Lasch, l'individu veut s'épanouir au risque des autres, il poursuit son achèvement en lui-même et c'est dans cet objectif suprême qu'il utilise la famille : mariage et divorce,

5. Qu'il s'agisse de la virginité, de la fidélité dans le mariage, du respect de la vie dans le cadre de l'avortement et de l'euthanasie, ou même de la perception de l'enfant unique; à l'égard de ce dernier, voir par exemple Blake (1981).

union libre ou autre forme d'union, procréation, contraception, avortement, insémination artificielle, mère porteuse, etc.

Dans ce cadre, la fécondité est limitée à la réalisation des deux «je» composant le couple, ce qui - soit dit en passant - n'est pas en soi plus ou moins égoïste que de consacrer la fécondité à la réalisation de la famille transcendante. L'individu cherche son épanouissement, et pour ce faire il peut se mettre en union et peut vouloir procréer. Mais ces deux expériences ne requièrent ni l'indissolubilité pour l'une, ni la répétition pour l'autre. Comme il ne s'agit plus d'alimenter une lignée, le nombre n'a plus d'importance, car il ne paraît pas être à même de parfaire la qualité de l'expérience de maternité ou de paternité.

4. CONCLUSION

Si on admet cette hypothèse, ou une autre hypothèse concurrente centrée, elle aussi, sur les déterminants sociaux profonds, il faut bien reconnaître que, dans l'état actuel de nos connaissances, une politique nataliste est hors de notre portée, sauf à titre purement expérimental, sinon même en aveugle ou à l'aveuglette.

Aussi, à moins de vouloir programmer une réelle révolution sociale et culturelle (ce qui serait peut-être souhaitable et utile dans un autre objectif que l'objectif nataliste, mais sans doute encore très utopique et aussi non programmable), nos sociétés gagneraient peut-être à s'organiser en conséquence et à chercher comment, en dépit de la fécondité actuelle, elles peuvent réaliser leurs objectifs de société, pour autant bien sûr qu'elles en aient (voir à cet égard Loriaux, 1979 et 1987, et Wallonie 79).

Mais si, en dépit de cette conclusion, le politique veut à tout prix tenter quelque chose pour redresser la fécondité, il ne pourrait, à mon sens, que tenter, sous contrôle, différents types d'actions en veillant à en apprécier l'efficacité le plus rigoureusement possible. De toute manière, diront certains de mes collègues que je ne citerai pas, un grand nombre de mesures natalistes peuvent être prises sans qu'aucun tort ne soit fait à quiconque et, ce qui plus est, elles peuvent même être jugées très souhaitables à différents autres points de vue très honorables. C'est sans doute bien vrai, mais ce n'était pas mon propos.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BADINTER, E., 1980. L'amour en plus. Histoire de l'amour maternel du XVIIe au XXe siècle. Paris, Flammarion, 372 pages.
- BLAKE, J., 1981. «The Only Child in America». Population and Development Review, 7, 1, 43-54.
- COOPER, D., 1970. Mort de la famille. Paris, Éditions du Seuil, collection Points, 158 pages (traduit de l'anglais).
- DAVIS, K. and J. BLAKE, 1956. «Social Structure and Fertility : An Analytical Framework». Economic Development and Cultural Change, 4, 3, 211-235.
- DONZELOT, J., 1977. La police des familles, Paris, Éditions de Minuit, 221 pages.
- FREEDMAN, R., 1961. «The Sociology of Human Fertility. A Trend Report». Current Sociology/La sociologie contemporaine, X/XI, 2, 35-121.
- GÉRARD, H., 1975. «Place de la répression dans la solution des problèmes démographiques». Revue de l'Université de Bruxelles, 2-3, 248-265.
- GÉRARD, H., 1983a. «Types d'intervention d'une politique démographique. Approche théorique». Politiques de population. Études et Documents, 1, 29-62.
- GÉRARD, H., 1983b. «Évolution actuelle de la fécondité en Belgique : tentative d'explication». Cahiers des Sciences Familiales et Sexologiques, 8, 79-120.
- GÉRARD, H. et M. LORIAUX, 1984. «La maîtrise de la fécondité et son évolution actuelle en Belgique». L'enfant, 2, 5-26.
- GHETAU, V., 1983. «Évolution de la fécondité en Roumanie. Une approche longitudinale». Population, 38, 247-265.
- LASCH, C., 1980. Le complexe de Narcisse. Paris, R. Laffont, 341 pages (traduit de l'anglais).
- LESTHAEGHE, R., 1983. «A Century of Demographic and Cultural Change in Western Europe : An Exploration of Underlying Dimensions». Population and Development Review, 9, 3, 411-435.

- LIPOVETSKY, G., 1983. L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain. Paris, Gallimard, Les Essais, 249 pages.
- LORIAUX, M., 1979. «Une politique démographique pour la Wallonie est-elle possible ?». Wallonie 79, 1, 1-41.
- LORIAUX, M., 1987. «L'Europe vieillissante réussira-t-elle sa révolution grise ? Nouvelle transition et perspectives démographiques européennes». Wallonie 87, 6, 275-310.
- PALEN, J. John, 1986. «Fertility and eugenics : Singapore's population policies». Population Research and Policy Review, 5, 1, 3-14.
- PRESTON, S.H., 1986. «Changing Values and Falling Birth Rates». Population and Development Review, 12, Supplement, 176-195.
- ROUSSEL, L., 1987. «Deux décennies de mutations démographiques (1965-1985) dans les pays industrialisés». Population, 42, 3, 429-448.
- WALLONIE 79, 1979. «Nous vieillirons ensemble». Texte préparé par le Comité de rédaction d'un numéro spécial de la revue Wallonie 79, 5, 397-402.

RÉSUMÉ - SUMMARY - RESUMEN

GÉRARD Hubert - POSSIBILITÉS ET LIMITES DES POLITIQUES
NATALISTES EN OCCIDENT : LIEUX D'ACTION POSSIBLE ET
DÉTERMINATION DE LA FÉCONDITÉ

Deux questions sont à la base de cet article : (1) quels sont, en théorie, les lieux d'action possible pour une politique qui veut intervenir sur les déterminants de la fécondité ? (2) d'après les théories qui paraissent les plus corroborées par l'empirie, quels sont les principaux déterminants de la tendance actuelle de la fécondité, sur lesquels une action serait nécessaire pour arrêter le déclin d'abord, et redresser la fécondité ensuite ? Au terme de sa réflexion, l'auteur conclut que, dans l'état actuel de nos connaissances, une politique nataliste est hors de notre portée, sauf à titre purement expérimental.

GÉRARD Hubert - POSSIBILITIES AND LIMITS OF PRONATALIST POLICIES
IN THE WESTERN WORLD: POSSIBLE FIELDS OF INTERVENTION AND
DETERMINATION OF FERTILITY

Two questions are discussed in this paper: (1) what are, according to theory, the possible fields of intervention if one wants to act on the determinants of fertility? (2) according to those theories which seem to be validated by empirical analysis, what are the main determinants of the present fertility trend, on which it would be necessary to act in order to stop the decline and obtain an upward movement? The author concludes that, according to the present state of knowledge, a pronatalist policy is out of reach, except as a mere experimental exercise.

GÉRARD Hubert - POSIBILIDADES Y LÍMITES DE LAS POLÍTICAS
NATALISTAS EN OCCIDENTE: LUGARES DE ACCIÓN POSIBLE Y
DETERMINACIÓN DE LA FECUNDIDAD

Dos cuestiones son a la base de este artículo: (1) cuales son, en teoría, los lugares de acción posible para una política que quiere intervenir sobre los determinantes de la fecundidad ? (2) según las teorías que parecen las más probadas empíricamente, cuales son los principales determinantes de la tendencia actual de la fecundidad, sobre los que una acción sería necesaria para frenar en primer lugar la declinación y luego enderezar la fecundidad ? Al término de su reflexión, el autor concluye que en el estado actual de nuestros conocimientos, una política natalista está fuera de nuestro alcance, salvo a título puramente experimental.